



Sommet sur la Nutrition pour la croissance

Tokyo, 7-8 Décembre 2021

PROCESSUS DE FORMULATION DES ENGAGEMENTS POUR LE NIGER ET RÔLE DES PARLEMENTAIRES

I. CONTEXTE

Les dernières statistiques globales de nutrition montrent une progression très lente vers l'atteinte des indicateurs. Aucun pays n'est en voie de réaliser la totalité des dix objectifs fixés pour lutter contre la malnutrition à l'horizon 2025. Seulement huit pays sur 194 sont en passe d'en atteindre quatre objectifs. Le retard de croissance reste problématique et « près d'un quart des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance. Parallèlement, le surpoids et l'obésité sont en augmentation rapide dans presque tous les pays du monde, et ne présentent aucun signe de ralentissement ».

C'est pourquoi le dernier rapport mondial sur la nutrition (Global Nutrition Report), publié en mai 2020 en pleine période de pandémie COVID 19, met l'accent sur l'URGENCE de poursuivre maintenant plus que jamais l'engagement de tous les acteurs (gouvernements, secteur privé, société civile...) à « intensifier leurs efforts pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes et combattre les inégalités des systèmes alimentaires et sanitaires¹ ».

Cette accélération pourrait s'opérationnaliser uniquement à l'aide d'engagements clairs de tous les acteurs avec des programmes adaptés mis en œuvre en tenant compte des besoins financiers réels. L'année 2021, déclarée année d'Action pour la Nutrition, met en lumière deux événements clés, à savoir le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires (UNFSS) et le Sommet de Tokyo sur la nutrition pour la croissance. Cela représente des opportunités majeures pour le Niger de poser des actes concrets en faveur de la nutrition et progresser vers l'atteinte des objectifs de développement durable.

Le Sommet sur la Nutrition pour la croissance (N4G) constituera une occasion importante de réorienter la communauté mondiale vers la réalisation des cibles des Objectifs de Développement Durable. L'objectif est de galvaniser l'engagement des gouvernements, de la société civile, du secteur privé, des donateurs et des agences des Nations Unies pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes afin d'avoir plus d'impact et sauver plus de vies.

Les dépenses des donateurs et gouvernements ont augmenté depuis le sommet N4G de 2013, mais les progrès doivent encore s'accélérer.

Les promesses de N4G ont progressé, mais un énorme écart subsiste.

Pour le sommet sur la Nutrition pour la croissance, qui aura lieu en décembre 2021 au Japon, le gouvernement du Japon a identifié cinq domaines thématiques qui sont essentiels pour atteindre les objectifs mondiaux et mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes.

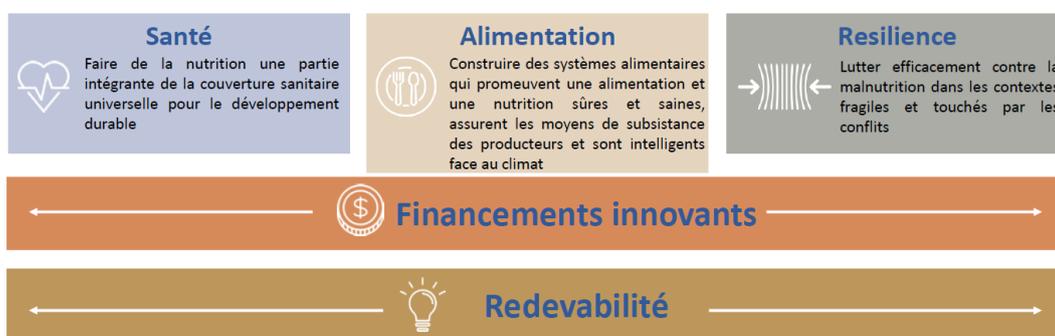
Il s'agit de :

- Faire de la nutrition une partie intégrante de la couverture sanitaire universelle (CSU) ;
- Mettre en place des systèmes alimentaires qui encouragent une nutrition et des régimes alimentaires sains, qui garantissent les moyens de subsistance des producteurs et qui sont rationnels face aux changements climatiques ;
- Lutter efficacement contre la malnutrition dans les contextes fragiles et affectés par les conflits ;
- Promouvoir une responsabilisation fondée sur les données et obtenir de nouveaux investissements et favoriser l'innovation dans le financement de la nutrition.

¹ [2020 Global Nutrition Report: Action on equity to end malnutrition. Bristol, UK: Development Initiatives.](#)

DOMAINES PRIORITAIRES

Le Gouvernement du Japon a défini **cinq domaines** prioritaires pour le Sommet N4G, composés de **trois piliers et de deux composantes transversales**, afin d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition



II. SITUATION SUR LES ENGAGEMENTS POUR LE NIGER

Il est important de rappeler que le Niger a rejoint le mouvement SUN en septembre 2011. La Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN 2017-2025) est le principal élément de la mise en œuvre des engagements gouvernementaux tels qu'ils sont formulés dans l'initiative 3N « Les Nigériens Nourrissent les Nigériens », le Plan de Développement Économique et Social (PDES 2017-2021) et la déclaration de politique générale du gouvernement.

Le processus des préparatifs pour le sommet sur la Nutrition pour la croissance en 2021 coïncide avec le processus d'élaboration du nouveau Plan d'Action 2021-2025 de la Politique Nationale de Sécurité Nutritionnelle (PNSN). Ceci offre de bonnes opportunités, les engagements antérieurs pourront alimenter l'élaboration du nouveau plan d'action et les actions prioritaires du nouveau plan d'action pourront faciliter la formulation des nouveaux engagements dans les différents secteurs concernés.

Lors des sommets précédents (2013 et 2017), le Niger s'est engagé sur les plans politique, financier et programmatique. Au vu du premier niveau d'évaluation sur l'état des lieux de la mise en œuvre de ces engagements, ils ont été trouvés beaucoup ambitieux en lien avec le contexte du pays. Il s'agit des engagements suivants :

Au niveau impact :

Sommet	Engagements	Etat d'avancement
Londres 2013	Réduire la prévalence de l'émaciation à 10 % .	12,7 % en 2020
	Réduire la prévalence du retard de croissance de 44 % à 25 % .	45,1% en 2020
Milan 2017	Réduire la prévalence de l'émaciation de 10,3 % à moins de 5 % .	12,7 % en 2020
	Réduire la prévalence du retard de croissance de 45,5 % à 25 % .	45,1 % en 2020
	Réduire la prévalence de l'anémie chez les femmes en âge de procréer de 45,8 % à 30 % .	58,4 % en 2020
	Augmenter le taux d'allaitement exclusif chez les nourrissons 0-6 mois de 23 % à 50 % .	21 % en 2020
	Assurer une nutrition et un développement optimaux pour chaque enfant, une nutrition adéquate pendant l'adolescence, en particulier pour les jeunes filles, et une nutrition adéquate pendant la grossesse et l'allaitement.	Diversité alimentaire acceptable femmes 15-49 ans : 53,3 % en 2020.

Sur le plan financier :

Sommet	Engagements	Etat d'avancement
Londres 2013	Augmentation dans le budget national de 500 millions F CFA pour d'autres interventions de nutrition, en plus de la contribution pour l'achat d'ATPE.	Il n'y a pas eu d'achat d'ATPE sur le budget national, malgré les engagements faits dans la Feuille de Route validée par le Gouvernement. Tendances dans les allocations budgétaires à évaluer.
Milan 2017	Le Ministère de la Santé Publique s'engage à contribuer 5,532,045,005 FCFA (US\$10 millions) pour la période 2017-2021.	A évaluer

Sur le plan politique :

Sommet	Engagements	Etat d'avancement
Londres 2013	Révision de la législation sur l'iodation du sel.	Un arrêté quadripartite déterminant les conditions de production, d'importation et de commercialisation du sel au Niger a été pris en 2014 (25 mars).

Sur le plan programmatique :

Sommet	Engagements	Etat d'avancement
Londres 2013	Finaliser la budgétisation du plan d'action multisectoriel pour la nutrition 2013-2017 (HC3N).	Plan d'action 2017-2020 budgétisé ; élaboration du nouveau plan d'action 2021-2025 en cours.
	Augmenter le nombre de nutritionnistes sur une base annuelle afin de renforcer les capacités des centres de prise en charge de la malnutrition en mettant plus de focus sur la prévention de la malnutrition aiguë.	A évaluer.
	Restructurer les groupes de soutien pour la promotion de l'allaitement au niveau communautaire.	Une stratégie sur les groupes de soutien a été élaborée par le Comité national sur l'Alimentation du Nourrisson et du Jeune Enfant. Les groupes de soutien font également partie intégrante de la stratégie nationale sur l'ANJE pour la période 2017-2021.
Milan 2017	Traiter la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans en révisant le protocole national PCIME (prise en charge intégrée des maladies de l'enfant) et en s'assurant que 100% des centres de prise en charge soient équipés de kits de prise en charge d'ici fin 2019.	Révision du protocole pas faite avec l'intégration de la prise en charge pour l'émaciation.
	Combattre le surpoids et l'obésité, y compris la dénutrition infantile, et réduire l'incidence des maladies non transmissibles en commençant par l'élaboration et la mise en œuvre du Plan de communication intégré pour la nutrition en 2018.	Plan intégré pour la communication pas disponible

Les engagements soulignés en rouge sont les engagements pour lesquels il n'y a pas eu de progrès. Pour tous les engagements d'impact, la situation a même détérioré. Les autres engagements soulignés en jaune suivent les mêmes tendances. Il n'est pas possible d'évaluer les progrès car le système de suivi manque ou est insuffisant. Seuls trois engagements (soulignés en vert) sur la totalité des 13 engagements ont été mis en œuvre.

III. RÔLE ATTENDU DU RNSA SUR LA THÉMATIQUE

En alignement avec les thématiques du Sommet N4G ainsi qu'avec le plan d'action du Réseau Nutrition et Sécurité Alimentaire (RNSA) pour la période 2021-2023, l'appui suivant par le Réseau est sollicité :

- Participer au processus de formulation des engagements du Niger pour le Sommet N4G en 2021,
- Soutenir le plaidoyer pour accroître l'allocation budgétaire nationale en faveur de la nutrition à travers les différents secteurs, y compris pour l'achat des Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi (ATPE) pour la prise en charge de l'émaciation chez l'enfant au niveau du système de santé (cf. thématique santé) ;
- Soutenir la validation des engagements au plus haut niveau, et par la suite appuyer le suivi de la mise en œuvre des engagements ;
 - Adapter et améliorer les cadres juridiques, politiques et institutionnels pour garantir des régimes alimentaires sains et nutritifs pour tous, avec une attention particulière à l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants (ex. l'adoption de la loi Nationale réglementant la commercialisation des substituts du lait maternel et introduire une réglementation du marketing des aliments malsains auprès des enfants), des filles adolescentes et des femmes en âge de procréer (cf. thématique systèmes alimentaires) ;
 - Faire un plaidoyer pour plus d'investissements dans des filets de sécurité sociale contribuant à la nutrition pour les ménages les plus vulnérables (cf. thématique résilience).

Les deux actions de cette composante s'alignent également avec la Feuille de Route pour opérationnaliser les voies de transformation des systèmes alimentaires pour une alimentation saine à l'horizon 2030 au Niger, validée par le Gouvernement dans le contexte du Sommet mondial sur les Systèmes Alimentaires en Septembre 2021.

